



CHAPITRE 61

Loi relative à la juridiction des juges en matière d'assistance publique

[Sanctionnée le 15 décembre 1955]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPTER 61

An Act respecting the jurisdiction of judges in the matter of public charity

[Assented to, the 15th of December, 1955]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 187,
s. 24, am.

1. L'article 24 de la Loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 187), modifié par l'article 8 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 54, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"Si le certificat visé par le paragraphe 2° de l'article 23 est refusé, une requête peut être présentée dans les soixante jours de ce refus à un juge municipal de la cité ou de la ville où réside le présumé indigent, s'il y existe une Cour municipale et un juge municipal en office et non empêché d'exercer ses fonctions. Dans tous les autres cas, la requête est présentable à un juge de district siégeant alors dans le district judiciaire où réside le présumé indigent. La juridiction attribuée par le présent alinéa à un juge municipal ne s'étend pas à son suppléant.";

b) en biffant les deux derniers alinéas.

Requête
au juge
municipal.

S.R.,
c. 15,
s. 266f,
am.

2. L'article 266f de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, est de nouveau modifié

1. Section 24 of the Quebec Public Charities Act (Revised Statutes, 1941, chapter 187), amended by section 8 of the act 14 George VI, chapter 10, and by section 1 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 54, is again amended

a. by replacing the first paragraph by the following:

"When the certificate mentioned in paragraph 2 of section 23 is refused, a petition may be presented within sixty days from such refusal to a municipal judge of the city or town alleged in which the indigent resides, if there be a Municipal Court and a municipal judge in office and able to perform his duties. In all the other cases, such petition may be presented to a district judge sitting in the judicial district in which the alleged indigent resides. The jurisdiction assigned by this paragraph to a municipal judge, does not extend to his substitute.";

b. by striking out the last two paragraphs.

2. Section 266f of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), enacted by section 1 of the act 14 George VI, chapter 10, and amended by section 6 of the act 15-16 George VI, chapter 30, is again amended

R.S.,
c. 187,
s. 24, am.

Petition
to mu-
nicipal
judge.

R.S.,
c. 15,
s. 266f,
am.

a) en retranchant le paragraph *c*;
b) en classifiant comme *c* et *d* les paragraphes *d* et *e*.

a. by striking out sub-paragraph *c*;
b. by relettering the present sub-paragraphs *d* and *e* as sub-paragraphs *c* and *d*.

Application.

3. Les dispositions des articles 1 et 2 ne s'appliquent pas aux requêtes ou mandes faites avant l'entrée en vigueur de la présente loi, en vertu de l'article 24 de la Loi de l'assistance publique de Québec.

3. The provisions of sections 1 and 2 shall not apply to petitions or applications made before the coming into force of this act, under section 24 of the Quebec Public Charities Act.

Application.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.